Pour une agriculture et un développement rural axés sur la nutrition

FIDA
Investir dans les populations rurales

Note sur la transposition à plus grande échelle

©FIDA/Roberto Faidutti
Guinée – Projet de relèvement de l'agriculture au Fouta-Djalon

Transposer à plus grande échelle les résultats de l'agriculture et du développement rural axés sur la nutrition

En 1977, le FIDA a fait de l'amélioration "du niveau nutritionnel des populations les plus pauvres dans les pays en développement" l'un des principaux objectifs de son accord fondateur. Depuis, les gouvernements ainsi que les organisations de la société civile et de développement ont également reconnu la place centrale de la nutrition – qui englobe les questions de dénutrition, carences en micronutriments et surpoids – dans la problématique du développement. Non seulement la nutrition est fonction de la croissance économique, mais, en améliorant le capital humain, elle constitue également un facteur essentiel du développement économique et social.

Mettre l'accent sur la nutrition contribue également à renforcer la résilience des ménages pauvres. La malnutrition peut conduire à la maladie, ce qui constitue un grave problème dans les familles pauvres. Les dépenses imprévues en matière de santé peuvent pousser un ménage à puiser dans ses économies, vendre ses biens ou s'endetter, avec pour conséquence l'aggravation inéluctable de son appauvrissement. Les personnes bien nourries dans l'enfance développent de meilleures capacités physiques et intellectuelles, ce qui leur permet d'accéder à de meilleurs revenus et de se constituer un "matelas" pour mieux absorber les chocs.

Le FIDA peut jouer un rôle central en matière de développement en réalisant des investissements qui permettent d'optimiser la contribution de l'agriculture et du développement rural à l'éradication de la malnutrition, parallèlement aux activités déployées dans d'autres secteurs. Les liens avec l'agriculture sont particulièrement forts pour les petits exploitants ruraux qui sont au cœur de l'action du FIDA. Ces groupes tirent souvent leurs moyens de subsistance de l'agriculture et des secteurs connexes, et une grande partie de leur alimentation dépend souvent de leur production.

On considère généralement que les projets de développement agricole et rural ont, par nature, une incidence sur la nutrition dans la mesure où ils contribuent à la croissance agricole générale et à l'accroissement des revenus des populations rurales. Néanmoins, pour lutter efficacement contre la malnutrition à court et moyen terme, l'agriculture devrait profiter des nombreuses autres opportunités qui s'offrent à elles et qui permettent d'agir plus rapidement sur la nutrition. Les acteurs du secteur agricole doivent aussi apprendre à collaborer plus efficacement avec d'autres secteurs, notamment ceux de la santé, de l'éducation, de l'eau et de l'assainissement, afin de s'attaquer de façon plus globale aux causes multisectorielles de la malnutrition.Étant donné l'ampleur des problèmes posés par la pauvreté et la malnutrition, et les ressources limitées à disposition, la mobilisation des ressources en vue de transposer durablement les résultats à plus grande échelle constitue une priorité essentielle pour le FIDA. La présente note met en lumière les principaux aspects dont les partenaires, les intervenants et le personnel du FIDA devraient tenir compte pour amplifier les investissements du FIDA dans le domaine de la nutrition. La transposition systématique à plus grande échelle permet de s'assurer qu'un projet donné n'est pas simplement une occurrence unique sinon un tremplin vers un impact plus durable qui améliore les conditions de vie du plus grand nombre possible de personnes.[1] Si la transposition à plus grande échelle *consiste* à atteindre davantage de gens, pour le FIDA l'idée fondamentale de ce processus est de déterminer la *manière* d'effectuer cette expansion. La démarche du FIDA consiste à travailler avec des tiers afin de définir, lancer et soutenir un processus qui permette d'amplifier et de pérenniser un projet. À terme, les organisations, institutions et personnes concernées devraient être capables de poursuivre et même d'élargir le projet avec ou sans l'appui du FIDA.

Que faut-il transposer à plus grande échelle?

Agir sur l'agriculture et l'alimentation pour améliorer la nutrition. L'agriculture et l'alimentation sont les bases d'une bonne nutrition. Elles y contribuent pas le biais des aliments que nous consommons. Les connaissances, les comportements, les pratiques et les ressources influent sur la quantité de nourriture consommée et la qualité des régimes alimentaires. Ces facteurs de choix et de circonstances individuels signifient que l'éducation et la communication nutritionnelles sont des composantes essentielles de la quasi-totalité des investissements visant à améliorer la nutrition.

Dans ce contexte, le FIDA cherche à optimiser la contribution des interventions mises en place dans les domaines de l'agriculture et de l'alimentation pour améliorer la nutrition. Le FIDA cherche à élargir les résultats obtenus en matière de nutrition en transposant à plus grande échelle les projets axés sur la nutrition et ceux de développement rural qui renferment des objectifs, activités et indicateurs portant expressément sur la nutrition (encadré 1). Pour le FIDA, cela ne signifie pas la mise en place de projets de nutrition autonomes. En fait, le FIDA intègre des éléments relatifs à la nutrition dans ses investissements traditionnels en faveur de l'agriculture et du développement rural, en essayant d'optimiser les contributions de ces deux secteurs pour améliorer la nutrition. Les autres contributions nécessaires (du secteur de la santé, par exemple) doivent être obtenues par un travail de partenariat entre le FIDA et les secteurs concernés.

[1] Linn, J. 2012. *Lessons on Scaling Up: Opportunities and Challenges for the Future*. Note d'information N° 20. In J. Linn, éd. 2020 Focus 19. *Scaling Up in Agriculture, Rural Development, and Nutrition.* Institut international de recherche sur les politiques alimentaires. Washington.

Encadré 1: Comment les projets agricoles peuvent-ils mieux prendre en compte les questions liées à la nutrition?

- **Étape 1.** Intégrer explicitement l'amélioration de la nutrition dans les objectifs et les indicateurs du projet. Identifier les mesures spécifiques qui permettront de s'assurer que le projet contribue à améliorer la nutrition. Par exemple, dans un projet visant à augmenter la production agricole, promouvoir des variétés de culture biofortifiées riches en nutriments telles la patate douce à chair orange.
- **Étape 2.** Pour s'assurer que le projet ait un impact sur la nutrition, suivre la "voie d'impact", à savoir les étapes nécessaires, de la production à la consommation, pour que l'intervention se traduise par une amélioration de la nutrition. Concevoir et mettre en œuvre les mesures à prendre pour que le projet ait une incidence systématique sur l'itinéraire. Par exemple, déterminer si un changement dans les habitudes alimentaires est nécessaire pour encourager la consommation de patate douce à chair orange et, le cas échéant, mettre en œuvre les mesures permettant de promouvoir un tel changement.
- **Étape 3.** À travers la concertation sur les politiques et l'établissement de partenariats, saisir les opportunités et faire face aux contraintes qui peuvent avoir une incidence sur la voie et l'efficacité de l'intervention, telles que l'environnement institutionnel, les questions liées à l'égalité des sexes ou la durabilité environnementale. Par exemple, déterminer les effets de la promotion de la patate douce à chair orange sur le temps et les revenus des femmes, l'impact de la production sur l'environnement ou encore l'impact du changement climatique sur la production, ainsi que les acteurs qui doivent être impliqués. Concevoir des activités pour agir sur ces facteurs, notamment via la coordination avec d'autres acteurs clés, afin d'optimiser l'impact du projet sur la nutrition.

Source: FIDA. 2014. *Améliorer la nutrition par le biais de l'agriculture.* Rome.

De la même manière qu'il n'existe pas qu'un seul modèle pour faciliter l'intégration des questions de nutrition dans l'agriculture et le développement rural, plusieurs mesures peuvent également être envisagées. Ainsi qu'il a été noté, les interventions agricoles visent généralement à améliorer la nutrition en augmentant la production alimentaire et les revenus. Ces mesures apportent certes des contributions importantes, mais l'impact des seuls revenus sur l'état nutritionnel peut être limité et mettre des années avant de se manifester. En outre, l'augmentation de la production alimentaire ne se traduit pas nécessairement par une amélioration du régime alimentaire ou de la nutrition. Sans changements sociaux et comportementaux, les modes de consommation, ainsi que les pratiques de stockage et de préparation des aliments, demeureront inchangés, même si les revenus, la production et la productivité augmentent. Une approche plus large et plus ciblée doit être adoptée pour pouvoir obtenir des résultats plus rapides et plus efficaces.

L'approche la plus efficace visera spécifiquement à promouvoir la disponibilité, l'accessibilité et la consommation d'aliments variés et nutritifs en agissant sur l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement, depuis la production jusqu'à la consommation (encadré 2). Certaines interventions agronomiques, telles que la biofortification[2] et l'amélioration de la qualité des sols, peuvent augmenter la valeur nutritive des cultures. L'adoption de systèmes de culture ou de production améliorés peut augmenter la diversité et la valeur nutritionnelle de la production. Lorsqu'elles s'accompagnent d'un effort d'information sur la nutrition, comme l'étiquetage ou les campagnes dans les médias, de programmes d'éducation nutritionnelle et d'un travail de communication pour faire évoluer les comportements, l'augmentation des revenus et la diversification de la production peuvent conduire à de meilleurs choix et régimes alimentaires.

[2] La biofortification consiste à améliorer la valeur nutritionnelle des produits agricoles, en se concentrant généralement sur un micronutriment donné. On emploie le plus souvent les techniques de sélection végétale classiques, soutenues par le FIDA, plutôt que la modification génétique.

Encadré 2: Interventions dans l'agriculture et les systèmes alimentaires pour améliorer la nutrition

Aliments disponibles, accessibles, variés et nutritifs

Environnement favorable

- Cadre d'action publique et priorités en matière de développement
- Contexte économique, social, culturel et physique
- Santé, sécurité sanitaire des aliments, éducation, assainissement et infrastructures
- Rôles dévolus par la société aux deux sexes et durabilité environnementale

Éléments des systèmes alimentaires	Possibilités d'action sur la nutrition	Instruments d'action publique
Production	• Intensification durable de la production • Systèmes agricoles, pratiques agronomiques, cultures, élevage, poissons et aliments sauvages favorisant la nutrition – Engrais enrichis en micronutriments – Cultures biofortifiées – Systèmes agricoles intégrés, incluant les pêches et les forêts – Diversification des cultures et de l'élevage • Stabilité au service de la sécurité alimentaire et nutritionnelle • Éducation nutritionnelle – Potagers scolaires et familiaux • Stockage sur le lieu d'exploitation conservant les nutriments	• Politiques alimentaires et agricoles visant à promouvoir la disponibilité, l'accessibilité économique, la variété et la qualité • Recherche agronomique à orientation nutritionnelle sur les cultures, le bétail et les systèmes de production • Promotion des potagers scolaires et familiaux
Chaîne logistique après-récolte "du seuil de l'exploitation au détaillant": commercialisation, stockage, commerce, transformation et vente au détail	• Transformation, conditionnement, transport et stockage conservant et améliorant les nutriments • Réduction de la production de déchets et efficience technique et économique accrue • Enrichissement des aliments • Reformulation pour une meilleure nutrition (par exemple élimination des acides gras trans) • Sécurité sanitaire des aliments	• Réglementation et fiscalité visant à promouvoir l'efficience, la sécurité sanitaire, la qualité et la variété • Recherche et promotion de l'innovation en matière de formulation, de transformation et de transport des produits
Consommateurs (publicité, étiquetage, éducation, dispositifs de protection sociale)	• Informations nutritionnelles et allégations relatives à la santé • Étiquetage des produits • Éducation des consommateurs • Protection sociale au service de la sécurité alimentaire et nutritionnelle – Subventions et programmes généraux d'assistance alimentaire – Assistance alimentaire ciblée (femmes enceintes, enfants, personnes âgées, etc.)	• Programmes d'assistance alimentaire • Mesures d'incitation par les prix des aliments • Règlements relatifs à la nutrition • Éducation nutritionnelle, communication promouvant les changements de comportement et campagnes d'information

Source: FAO. 2013. *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture: mettre les systèmes alimentaires au service d'une meilleure nutrition*. Rome.

La mise en place d'un système alimentaire plus diversifié peut également favoriser la diversification alimentaire et présenter d'autres avantages comme une plus grande stabilité des revenus, de la production et des prix. La création de marchés efficients pour les intrants et les produits ainsi que la réduction des déchets pour les aliments particulièrement nutritifs peuvent contribuer à modifier les prix relatifs et ainsi favoriser l'adoption de régimes alimentaires sains. Certaines activités de traitement, de stockage, de transport et de préparation domestique des aliments peuvent préserver ou améliorer les valeurs nutritives. Les appareils qui permettent d'économiser de l'énergie et du temps, tels que les décortiqueuses de sorgho, peuvent réduire le temps nécessaire à la préparation d'aliments plus nutritifs, facilitant ainsi leur adoption dans l'alimentation. Lorsqu'elle s'accompagne d'un travail de communication sur l'autonomisation des femmes et les changements comportementaux, la promotion de la production familiale peut améliorer l'apport en nutriments.

Au niveau macroéconomique, les investissements et les politiques publics, notamment les politiques commerciales et sectorielles, peuvent influer sur les prix d'aliments plus nutritifs et façonner les systèmes alimentaires de manière à favoriser une production qui améliore la nutrition ou la demande des

consommateurs. Lorsqu'elles sont soigneusement conçues et ciblées, les campagnes d'information des consommateurs peuvent également augmenter la demande d'aliments plus nutritifs.

Une eau salubre en quantité suffisante, une bonne hygiène et l'assainissement sont également essentiels. Le fait de consommer une eau constamment insalubre et de vivre dans des mauvaises conditions d'hygiène peut conduire à des épisodes répétés de maladies qui peuvent affecter les besoins alimentaires d'une personne et sa capacité à tirer profit des aliments et ainsi conduire à une dénutrition chronique.

Mettre l'accent sur la nutrition implique que l'on agisse également sur la problématique hommes-femmes. Généralement, les femmes se chargent de la vie domestique et effectuent la plupart des travaux agricoles. Pour les enfants les plus jeunes, la mère choisit souvent ce que l'enfant mange, et ce sont souvent les femmes également qui influent le plus dans le choix du régime alimentaire de la famille. Les connaissances des femmes, leur éducation, leur statut social, leur santé et leur régime nutritionnel, ainsi que le contrôle qu'elles exercent sur les ressources, sont autant de facteurs clés qui ont une incidence sur les résultats en matière de nutrition. Les projets agricoles axés sur la famille qui tiennent compte des questions d'égalité des sexes – en travaillant aussi bien avec les hommes qu'avec les femmes – peuvent agir sur ces facteurs pour amener les femmes à influer sur le choix et la production des cultures et de l'élevage, ainsi qu'à choisir et préparer des aliments nutritifs pour leur famille. Les projets qui intègrent les questions d'égalité des sexes et de nutrition prennent en compte la charge de travail à l'intérieur et à l'extérieur du foyer et permettent aux femmes de dégager du temps pour prendre soin de leurs enfants et d'autres membres de leur famille.

Le changement climatique a également des effets sur la nutrition. Les variations des températures et du régime des précipitations affectent la productivité et la production, ainsi que le stockage, l'emballage et le transport des aliments. Tout ceci a une incidence sur les types de cultures qui peuvent être produits et les animaux qui peuvent être élevés ainsi que sur leur valeur nutritionnelle.

De manière générale, le changement à opérer pour mieux intégrer la question de la nutrition dans l'agriculture et le développement rural consiste à mener des interventions qui permettent d'influer sur différentes parties du système. Leur efficacité dépendra de l'action de multiples acteurs au sein du secteur public, du secteur privé et de la société civile. Il est donc impératif de mener des actions multisectorielles pour améliorer la nutrition. Dans le même temps, pour pouvoir tirer parti des synergies créées par les différentes actions menées dans différents secteurs, il faut que ces actions convergent en un même lieu avec un calendrier commun.

Parcours de transposition à plus grande échelle

La transposition à plus grande échelle doit reposer sur un processus mûrement réfléchi. Il faut pour cela déterminer les activités qui doivent être transposées et le soutien qui doit leur être apporté, ainsi que l'ampleur de leur portée, et vérifier que les capacités, ressources et institutions nécessaires et les autres éléments qui permettent d'établir un environnement favorable sont disponibles ou peuvent être créés. L'ensemble du processus, avec notamment un cadre d'apprentissage, doit être planifié dès le départ. Cette planification doit permettre d'identifier les partenaires, notamment les acteurs communautaires et les participants, et de déterminer les moyens de les inciter à prendre part au projet. Le plan doit établir clairement les objectifs, les actions à mener et les échéances ainsi qu'un solide système de suivi et d'évaluation en matière de gestion, d'évaluation de l'impact et de plaidoyer.

Dans ce processus, le FIDA sera notamment appelé à : i) identifier et affiner les projets et approches modèles qui doivent être transposés à plus grande échelle; ii) intégrer dans le processus de transposition les enseignements tirés des projets ainsi que ceux émanant des partenaires et d'autres sources; iii) trouver des partenaires et des ressources pour contribuer à la pérennité de la transposition; et iv) renforcer les capacités des partenaires d'exécution.

Le FIDA dispose de trois grands outils pour soutenir la transposition à plus grande échelle : le financement de projet, la production et le partage des savoirs et la concertation sur l'élaboration des politiques.

Financement de projets

Pour mieux intégrer la question de la nutrition dans ses investissements, le FIDA utilise deux approches: i) intégration d'aspects et d'indicateurs relatifs à la nutrition dans les éléments existants d'un projet pour l'orienter vers la promotion de la nutrition (par exemple une composante classique de projet, telle que l'amélioration de la production, utilisera une technologie nouvelle ou poursuivra un objectif nouveau, comme l'utilisation de cultures biofortifiées plutôt que les cultures traditionnelles); ou ii) intégration au sein du projet lui-même d'activités favorisant la nutrition (par exemple, ajout d'une activité complémentaire, telle que l'éducation nutritionnelle ou la communication promouvant les changements de comportement, qui rendra le projet plus susceptible d'améliorer la nutrition).

Afin de s'assurer que le projet puisse livrer son plein potentiel, il faut: i) déterminer quels facteurs (économiques, sociaux, politiques, institutionnels) ont un incidence sur les différentes étapes de la voie d'impact; et ii) élaborer une stratégie pour y remédier. On pourra par exemple engager des concertations avec plusieurs parties prenantes et partenaires potentiels dans la mesure où leur influence, leurs activités ou les ressources pourraient s'avérer particulièrement utiles au projet et pour pérenniser la transposition.

La pérennité sera assurée à la fois par les politiques gouvernementales et la participation du secteur privé (notamment en ce qui concerne le développement et le financement des filières), ainsi que par le renforcement des connaissances en matière de nutrition et l'évolution des habitudes de consommation. Gagner l'intérêt et l'engagement des communautés, notamment des groupes de femmes, permettra de faire accepter et de diffuser les approches axées sur la nutrition à mesure que les groupes adopteront et propageront les idées et les interventions du projet via leurs propres réseaux sociaux et organisationnels. Des recherches ciblées visant à combler les lacunes en matière de connaissances permettront de garantir l'efficacité des politiques et des programmes et de s'assurer qu'ils reposent sur des données probantes.

En tout état de cause, les planificateurs doivent veiller à ce que le projet n'ait pas d'incidence négative imprévue sur la nutrition (par exemple, un surcroît de travail pour les femmes).

L'encadré 3 présente un exemple de transposition à plus grande échelle pertinente pour le FIDA, celui de la patate douce à chair orange. L'exemple souligne la nécessité d'identifier et d'obtenir la participation et les ressources des différents acteurs qui peuvent influer sur le potentiel de transposition à plus grande échelle du projet.

Encadré 3 : Transposer à plus grande échelle les cultures biofortifiées, l'exemple de la patate douce à chair orange

La biofortification vise à développer des cultures riches en micronutriments qui permettent d'accroître les apports en micronutriments et de fournir des avantages nutritionnels à la population en général. Par exemple, la culture de la patate douce à chair orange, a été développée pour réduire les carences en vitamine A. Entre 2007 et 2009, le programme HarvestPlus – qui dépend du GCRAI – et ses partenaires ont distribué des patates douces à chair orange à plus de 24 000 ménages au Mozambique et en Ouganda. Des activités pilotes ont été conçues pour déterminer la méthode à suivre pour transposer à plus grande échelle les interventions en lien avec la patate douce à chair orange. Plusieurs études ont permis d'analyser minutieusement les voies d'impact ainsi que les étapes et les acteurs devant être inclus dans le processus de transposition. Les enseignements ont été les suivants : nécessité d'établir une masse critique d'agriculteurs produisant et consommant de la patate douce à chair orange; de développer des marchés, en s'attachant particulièrement à accroître l'acceptation des consommateurs; et d'intégrer les activités de promotion dans les programmes classiques des institutions concernées. Les femmes ont joué un rôle central dans la réussite du projet, en dispensant des soins, en participant à la production et en vendant les patates douces à chair orange. Il s'est donc révélé utile de transmettre aux femmes des messages sur la production, la consommation et la nutrition. De la même manière, la communication auprès des hommes a également joué un rôle important puisque, souvent, ces derniers exerçaient un contrôle sur les ressources de la famille et prenaient les décisions en matière de production. Des études ont également montré que les femmes étaient plus efficaces que les hommes pour ce qui était de vulgariser les savoirs.

Source: Bouis, H. et Y. Islam. 2012. *Delivering Nutrition Widely through Biofortification: Building on Orange Sweet Potato*. Note d'information N° 11. In J. Linn, éd. 2020 Focus 19. *Scaling Up in Agriculture, Rural Development, and Nutrition.* Institut international de recherche sur les politiques alimentaires. Washington.

Les Principes directeurs pour une agriculture axée sur la nutrition élaborés dans le cadre d'un processus interinstitutionnel conduit par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) fournissent des orientations complémentaires en matière de planification et de conception. Ces principes sont résumés dans l'encadré 4.

Encadré 4: Principes directeurs pour l'amélioration de la nutrition au moyen de l'agriculture Planification

1. Incorporer dans la conception des projets, programmes et politiques agricoles des objectifs, mesures et indicateurs explicites en matière de nutrition qui soient cohérents avec une voie d'impact elle-même présentée de façon explicite.
2. Évaluer le contexte local pour déterminer la meilleure manière de s'attaquer aux problèmes liés à la nutrition.
3. Recenser et atténuer les potentiels effets néfastes sur la nutrition causés par les investissements agricoles.
4. Collaborer et assurer une coordination avec d'autres secteurs.
5. Accroître l'équité en garantissant la participation, l'accès aux ressources et des emplois décents pour les populations les plus vulnérables.

Mise en action

6. Renforcer l'autonomie des femmes et garantir l'égalité d'accès aux ressources, technologies, services et informations. Mieux faire entendre la voix des femmes dans les décisions relatives à la vie du ménage, à l'agriculture et dans d'autres domaines.
7. Intégrer dans les activités du projet une composante de communication sur la promotion, l'éducation et les changements de comportement dans le domaine de la nutrition.
8. Préserver ou améliorer les ressources naturelles, notamment la biodiversité. Gérer les ressources en eau pour réduire les maladies et garantir aux ménages des sources d'eau salubre.
9. Faciliter la diversification de la production et des moyens de subsistance pour améliorer la disponibilité et la résilience. Augmenter la production de cultures riches en nutriments ainsi que le petit élevage et la petite pisciculture.
10. Augmenter les revenus grâce à la production et au développement des filières pour obtenir un large éventail d'aliments nutritifs.
11. Améliorer le traitement, le stockage et la préservation des aliments afin de préserver leur valeur nutritionnelle, renforcer la sécurité alimentaire et réduire les pertes après récolte (ce qui induit des effets positifs sur les revenus et les prix).
12. Élargir les marchés et l'accès au marché pour les aliments nutritifs.

Créer un environnement porteur

13. Promouvoir la disponibilité, l'accessibilité et la consommation d'aliments variés, nutritifs et sûrs. Garantir la cohérence des politiques et des programmes de manière à favoriser la nutrition tout au long de la chaîne d'approvisionnement.
14. Améliorer la gouvernance en faveur de la nutrition en élaborant une stratégie et un plan d'action nationaux sur la nutrition, en allouant des ressources budgétaires suffisantes, en mettant en œuvre des activités de surveillance nutritionnelle et en favorisant la collaboration multisectorielle.
15. Promouvoir l'égalité des sexes et la durabilité environnementale.
16. Renforcer les capacités techniques, stratégiques et de gestion aux niveaux national, infranational et local.
17. Mettre au point des systèmes d'information pour soutenir l'analyse, la surveillance, la gestion et l'évaluation de tout ce qui a trait à la consommation, à la production, à la transformation et à la commercialisation au sein de l'agriculture et des systèmes alimentaires axés sur la nutrition.
18. Plaider pour l'amélioration de la nutrition par le biais de l'agriculture aux niveaux mondial, national, infranational et local.

Source: FAO. 2013. Adapté de *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture: mettre les systèmes alimentaires au service d'une meilleure nutrition.* Rome; et Herforth, A. et C. Dufour. 2014. *Key Recommendations for Improving Nutrition through Agriculture: Establishing a Global Consensus.* SCN News 40 (2013): p. 33-38.

Création et partage des savoirs

Le projet en lui-même devrait être considéré comme un laboratoire d'innovation en vue d'obtenir les données qui serviront à faciliter la reproduction à plus grande échelle. Les activités du projet devraient faire l'objet d'un suivi et d'une évaluation rigoureux. Des études, réalisées le plus souvent en partenariat avec des organismes de recherche nationaux ou internationaux, devraient être menées pour analyser l'environnement favorable, notamment l'engagement politique, les capacités, les plateformes d'apprentissage et les mécanismes institutionnels. Ces études fourniront les données qui permettront ensuite de procéder à la reproduction à plus grande échelle, et alimenteront également les discussions entre parties prenantes sur ce qui peut être reproduit et sur les moyens d'y parvenir.

La volonté de mieux prendre en compte la question de la nutrition dans les projets agricoles et de développement rural étant un phénomène relativement nouveau, on constate des écarts importants en ce qui concerne l'approche générale et les interventions spécifiques à mettre en œuvre. Un travail important doit encore être mené pour évaluer avec précision ce qu'il faut faire et comment le faire, mais aussi pour déterminer les domaines d'action qui offrent les plus grandes possibilités. En d'autres termes, il est important d'identifier les interventions qui sont susceptibles d'avoir le plus grand impact et d'apporter le plus grand bénéfice net.

On évaluera par exemple l'efficacité et le rapport coût/efficacité des actions qui pourraient influer sur l'ensemble du système agricole et alimentaire ou sur certaines de ses composantes, comme le changement des comportements. D'autres recherches sont également nécessaires pour déterminer les mesures à prendre en vue d'améliorer l'efficacité de la mise en œuvre, notamment en ce qui concerne les modalités et les capacités, mais aussi la collaboration multisectorielle et la coopération avec le secteur privé. Le suivi et l'évaluation systématiques de tous les aspects des projets du FIDA pourraient contribuer de façon importante à combler les lacunes en matière de savoirs.

Par exemple, d'aucuns pourraient remettre en question la faisabilité de l'introduction d'un objectif sur la nutrition au sein du projet, estimant que cela se ferait au détriment d'une plus grande focalisation sur l'augmentation des revenus et de la production. Au Bangladesh, il a été suggéré aux ménages d'élever des petits poissons, lesquels étaient peu demandés sur le marché mais possèdent une haute valeur nutritive pour les familles. Ils devaient être élevés dans les mêmes plans d'eau que les poissons plus gros destinés à la vente. Au début, il y avait une certaine réticence car certains estimaient que l'introduction de ces petits poissons dans les mêmes plans d'eau allait réduire la productivité des gros poissons et donc avoir une incidence négative sur les revenus. Pourtant, grâce à un don du FIDA, le WorldFish Center, un organisme de recherche international, a pu constater qu'il en a été tout autre. Le WorldFish Center a également montré aux familles comment intégrer les petits poissons dans l'alimentation des enfants pour améliorer la nutrition (ce qui était difficile avec les poissons plus gros). Cette recherche a ainsi pu pallier un déficit de connaissance important sur la façon d'intégrer dans un projet une composante sur la nutrition, tout en atteignant les objectifs traditionnels sur l'amélioration des revenus et en mettant à profit des avantages nutritionnels. Le don fait actuellement l'objet d'une reproduction à plus grande échelle au niveau régional.

Participation à l'élaboration des politiques

Grâce au dialogue et à la concertation avec les parties prenantes, le FIDA peut contribuer à créer un environnement propice à la reproduction à plus grande échelle. En plus de renforcer les efforts visant à intégrer une agriculture et un développement rural axés sur la nutrition dans le domaine plus vaste du développement, et à favoriser par là même les investissements nécessaires, le FIDA peut également démarcher des partenaires pour appuyer la mise en œuvre des parties du projet pour lesquelles il ne dispose pas d'avantages comparatifs.

Le FIDA peut également jouer un rôle clé en tant que rassembleur fiable et qu'agent de transmission des savoirs. Il est en mesure de rassembler les données probantes (et donc de convaincre les parties prenantes de la validité et de la faisabilité de l'approche) et de faciliter les activités et les mécanismes permettant de rassembler divers secteurs ou organismes en vue de favoriser une action multisectorielle plus efficace. Par exemple, le FIDA peut aider ses partenaires traditionnels, comme les ministères de l'agriculture, à mieux comprendre l'importance de la nutrition et la façon dont l'agriculture et le développement rural peuvent contribuer à réduire la malnutrition. Il peut renforcer sa coopération avec certains acteurs qui ne font pas partie de ses partenaires traditionnels, comme les ministères de la santé, de la planification et de l'éducation, afin de compléter ses investissements. Il peut également travailler en étroite collaboration avec les communautés pour renforcer leurs liens avec les services liés à la nutrition, tels que les activités de vulgarisation sur l'agriculture et la vie domestique, les services de santé maternelle et infantile, ainsi que l'eau et l'assainissement. Le FIDA peut également établir des partenariats avec des centres de recherche qui fournissent des produits ayant trait à la nutrition, comme les cultures biofortifiées, ou des conseils importants, par exemple sur la façon de créer des potagers familiaux les plus nutritifs possible en cultivant des variétés locales.

À titre d'exemple, en Inde, le FIDA a contribué pendant de nombreuses années à améliorer les moyens d'existence des communautés tribales dans l'État d'Odisha. Un nouveau projet s'inspire aujourd'hui de cette expérience et intègre explicitement des objectifs et des actions sur la nutrition, en s'attachant à mieux intégrer la question de la nutrition dans un certain nombre d'activités sur la production familiale, les filières ou l'éducation maternelle. Les activités d'autonomisation se concentrent sur le renforcement des comités de développement villageois, lesquels permettront d'établir des liens avec différents acteurs qui peuvent contribuer à améliorer la nutrition. Une large compréhension de la nature multisectorielle des causes de la malnutrition a permis d'établir un partenariat sur cette question avec le Ministère de la santé et de la protection de la famille de l'État d'Odisha. Ce ministère viendra compléter l'action du FIDA, en se focalisant

sur les interventions davantage axées sur la santé. Des contacts ont également été établis avec des centres nationaux de recherche agricole.

Au niveau des pays, le FIDA collabore davantage avec d'autres institutions des Nations Unies, à savoir la FAO, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, le Programme alimentaire mondial et l'Organisation mondiale de la Santé, dont le principal mandat est d'améliorer la nutrition, ainsi que le programme REACH, le principal programme parrainé par les Nations Unies pour coordonner l'action sur la nutrition au niveau des pays. Bien entendu, le FIDA devrait également soutenir les plateformes nationales multipartites sur la nutrition. Le fait de promouvoir ce type de concertation intersectorielle peut contribuer à intégrer la nutrition dans les stratégies agricoles et l'agriculture dans les stratégies sur la nutrition, à l'instar de celles parrainées par les ministères de la santé et de l'éducation.

En Afrique, le FIDA devrait collaborer davantage avec le Programme intégré pour le développement de l'agriculture en Afrique, qui a parrainé la mise en place de plusieurs plans nationaux d'investissement agricole à travers le continent. L'un de ses quatre piliers d'action insiste sur la nécessité de traiter les problèmes liés à la nutrition par le biais de l'agriculture, offrant ainsi au FIDA un excellent point d'entrée.

Enfin, le mouvement Renforcer la nutrition (SUN) est une initiative mondiale lancée par le Secrétaire général des Nations Unies visant à renforcer l'engagement de divers acteurs, notamment au sein des gouvernements, pour réduire la malnutrition. Cette initiative favorise la constitution de réseaux entre parties prenantes au niveau des pays, notamment entre les institutions des Nations Unies, et contribue au financement de la gouvernance sur la nutrition. Les engagements pris par les pays vis-à-vis de l'initiative SUN peuvent contribuer à mettre en place des actions sectorielles et multisectorielles pour lutter contre la malnutrition.

Éléments moteurs de la transposition à plus grande échelle

Toute personne ou institution, notamment les dirigeants d'organismes gouvernementaux et les partenaires de développement conscients de l'intérêt que revêt l'amélioration de la nutrition, est susceptible de jouer un rôle moteur dans la reproduction d'un projet à plus grande échelle. Les communautés et les personnes qui participent au projet peuvent jouer un rôle dans les efforts de plaidoyer en faveur de la reproduction à plus grande échelle. Elles peuvent créer les bases de la durabilité et sensibiliser d'autres communautés, en accroissant la demande et en créant un engouement pour les stratégies de développement qui intègrent la question de la nutrition. Les réseaux regroupant différents acteurs, notamment le personnel affecté aux projets, les organisations non gouvernementales, les organismes gouvernementaux et de recherche, peuvent également contribuer à accélérer le processus et à promouvoir l'expansion.

Néanmoins, les mérites de cette approche devront probablement être démontrés par la présentation de données probantes et la concertation, car chaque secteur a généralement sa propre explication sur les causes de la malnutrition et a tendance à travailler replié sur lui-même. Et pourtant, tous ces secteurs sont indispensables à la mise en œuvre et au succès et doivent par conséquent être sollicités, formés et incités à agir.

Si certains secteurs, comme l'agriculture, se concentrent avant tout sur la contribution qu'ils peuvent apporter à l'amélioration de la nutrition (et cela vaut également lorsqu'il s'agit de reproduire à plus grande échelle un projet du FIDA), un soutien plus large peut être obtenu auprès des dirigeants politiques et des ministères intersectoriels (tels que ceux de la planification ou des finances) qui considèrent l'amélioration de la nutrition comme un objectif national fondamental, surtout si le gouvernement a intégré dans ses plans les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) ou les objectifs de développement durable (ODD) pour l'après-2015. Ils peuvent donc être des acteurs importants, ne serait-ce qu'en veillant à ce que chaque secteur optimise ses contributions et à ce que les engagements pris par chaque secteur soient suivis d'effets et évalués, favorisant ainsi l'expansion ainsi que la cohérence des politiques et des programmes. Les ministères qui défendent des causes spécifiques, tels que ceux de l'émancipation des femmes et de protection de l'enfance, sont aussi des alliés de premier plan. Ils sont susceptibles de fournir d'importants conseils techniques et leur collaboration peut apporter une plus-value appréciable aux programmes et politiques.

Les partenaires au développement, notamment les organismes de développement bilatéraux et multilatéraux, la société civile et les organisations non gouvernementales, peuvent apporter leur contribution en communiquant avec les autorités pour maintenir l'attention sur la nutrition et en fournissant un soutien technique et financier. Le travail effectué auprès des autorités politiques en vue d'obtenir le soutien des plus hautes autorités peut créer un cadre d'action pour les pouvoirs publics nécessaire à l'action sectorielle et intersectorielle. Par ailleurs, si les pouvoirs publics fournissent habituellement, et renforcent, des biens publics tels que la recherche et les programmes agricoles qui favorisent les changements de comportement dans le domaine de la nutrition ou veillent sur la sécurité alimentaire, le secteur privé jouera un rôle particulièrement important dans la reproduction à plus grande échelle des projets plus étroitement liés au marché, tels que le développement des filières qui intègrent la question de la nutrition. La concertation peut être utile pour aider les acteurs du secteur privé à comprendre qu'ils pourront tirer des avantages économiques en participant aux activités sur la nutrition, telles que la commercialisation d'aliments plus nutritifs ou le recours à des techniques de transformation, de transport et de stockage qui contribuent à préserver et à améliorer les nutriments. De même, pour obtenir la participation du secteur privé, les pouvoirs publics peuvent avoir besoin de recourir à des politiques ou des mesures incitatives, notamment celles qui visent à corriger les défaillances du marché.

Espaces clés pour la transposition à plus grande échelle

Ces acteurs, appelés à jouer un rôle moteur dans le processus de transposition à plus grande échelle, doivent également prendre des mesures dans des espaces spécifiques pour obtenir le soutien des autres acteurs, ou du moins éviter que ces derniers n'entravent le processus.

Espaces institutionnels et politiques. Dans la mesure où l'action sur la nutrition nécessite une mobilisation multisectorielle, il est peu probable qu'une organisation dispose de l'ensemble des activités, ressources et capacités lui permettant de transposer à elle seule une intervention à plus grande échelle. Le plan de transposition doit déterminer les rôles et responsabilités de chaque organisation partenaire, désigner l'organisation chargée de diriger l'ensemble du processus et préciser les mécanismes de reddition de comptes qui seront utilisés ainsi que les besoins en termes de renforcement des capacités.

Les institutions clés telles que le Ministère de l'agriculture doivent favoriser l'intégration de la nutrition dans leurs activités, quitte à devoir négocier pour promouvoir une approche davantage multisectorielle. Le bureau de pays du FIDA en République démocratique populaire lao a tenté d'apporter des réponses à ces questions. Lorsqu'il a commencé à travailler, en 2013, avec le Gouvernement laotien et les partenaires des Nations Unies pour créer un environnement favorable et soutenir le développement et la mise en œuvre du premier plan multisectoriel coordonné dans le domaine de la nutrition en République démocratique populaire lao, le FIDA avait déjà intégré dans ses projets des activités sur la nutrition. Ce plan multisectoriel, qui a depuis été mis en œuvre, s'attaque au problème de la dénutrition en reprenant à son compte un ensemble d'interventions prioritaires décidées par le Ministère de l'agriculture et des forêts, le Ministère de l'éducation et des sports et le Ministère de la santé. Le FIDA appuie ce plan en apportant une assistance technique et un soutien à la planification multisectorielle aux niveaux national, provincial et districal, et collabore avec le Secrétariat national à la nutrition et le Ministère de l'agriculture et des forêts pour sensibiliser, informer et inciter à agir.

Les groupes de femmes peuvent jouer un rôle particulièrement important au sein de l'espace institutionnel à l'appui de la transposition à plus grande échelle. Ces groupes sont souvent très attachés à la question de la nutrition et peuvent disposer d'importantes capacités au niveau communautaire pour permettre la mise en œuvre et la transposition à plus grande échelle. Leur rôle peut être tout aussi déterminant que celui des institutions publiques en ce qui concerne le succès et la pérennité de la transposition.

Stratégie et espace d'apprentissage. Comme souligné plus haut, le projet initial est propice à l'apprentissage. La structure et le calendrier du projet devraient offrir de vastes possibilités de réfléchir à l'objet et à la méthode de la transposition à plus grande échelle. Le FIDA peut réfléchir à la façon dont il peut utiliser ses différents mécanismes de dons pour coopérer avec les organismes de recherche compétents (tels que ceux du GCRAI) afin d'effectuer les études nécessaires et d'appliquer les processus internes d'apprentissage de manière plus systématique.

Espace financier. Le poids de la contrainte financière dépend du contexte du pays et du projet. L'une des difficultés – mais qui peut aussi être un avantage – lorsqu'il s'agit d'intégrer la nutrition, réside dans le fait que les points d'entrée pour aborder cette question varient d'un projet à l'autre, tout comme l'intensité et la portée de l'action. Dans certains cas, l'intégration de la nutrition au sein d'un projet peut s'effectuer à moindre coût. Dans d'autres cas, le coût peut être plus important. Par exemple, choisir entre une variété de haricots classique et une variété riche en fer entraîne une différence de coût marginale en termes d'intrants et de production. Néanmoins, si l'élaboration et la mise sur le marché de la variété riche en micronutriments nécessitent un travail scientifique plus poussé de la part de l'organisme de recherche agricole, le coût pourrait être plus élevé. La transposition à plus grande échelle et la durabilité dépendront donc des parcours et de la durabilité des différents points d'entrée, lesquels détermineront à leur tour les besoins financiers. Un financement devra probablement être prévu pour mener les études analytiques et, par ailleurs, un suivi et une évaluation seront vraisemblablement nécessaires pour comprendre les processus de mise en œuvre, d'impact et de transposition à plus grande échelle, pour déterminer notamment qui fournira les ressources lorsque les financements arriveront à échéance.

Espace culturel. Les changements promus par les interventions peuvent aller à l'encontre de certaines coutumes ou croyances locales. Par exemple, dans nombre de sociétés, la tradition veut que l'on donne à manger aux enfants de 0 à 2 ans des aliments dont l'apport nutritif s'avère souvent insuffisant. Si l'on veut améliorer le régime alimentaire de ces jeunes enfants, il faudra probablement faire évoluer des pratiques fortement enracinées. De même, les familles rurales peuvent être très attachées à certains aliments et se montrer sceptiques face à l'introduction de nouveaux fruits, légumes ou produits d'origine animale dans leur régime alimentaire. Les interventions peuvent également mettre l'accent sur le rôle des femmes et encourager l'égalité des sexes, remettant en cause le modèle traditionnel d'autorité et de relations entre les hommes et les femmes.

Suivi-évaluation

En s'appuyant sur une analyse de la stratégie initiale de reproduction à plus grande échelle, les responsables du projet doivent s'efforcer de déterminer les activités, résultats et étapes clés qui permettront de suivre l'évolution du processus de reproduction. Des analyses et études participatives devraient être menées pour apprécier l'intérêt et les motivations des acteurs clés et évaluer les progrès accomplis dans chacun des cadres décrits ci-dessus.

Dans une perspective d'apprentissage et d'élaboration de projet axé sur la nutrition, les indicateurs d'étape intermédiaires (processus) et finaux (impact) concernant les produits et les résultats, ainsi que les risques potentiels, devraient être identifiés dans le cadre du suivi-évaluation. Les analyses devraient également servir à contrôler que les partenaires institutionnels dans les domaines de l'agriculture, de l'éducation et de la santé, tout comme les acteurs du secteur privé et de la société civile, sont sollicités et incités à agir, et que les mécanismes multisectoriels de coordination sont en place et fonctionnent. Le processus devrait permettre d'effectuer les ajustements et les corrections qui s'avéreraient nécessaires pendant la mise en œuvre du projet. L'analyse des coûts, des avantages, de l'impact, de la mise en œuvre, des contraintes opérationnelles et des solutions devrait être menée pour s'assurer que la transposition à plus grande échelle est réalisable et justifiée.

Le cadre de suivi-évaluation à même de générer les données d'apprentissage nécessaires pour soutenir la transposition à plus grande échelle est plus vaste que celui proposé par les indicateurs du Système de gestion des résultats et de l'impact (SYGRI) du FIDA, qui correspondent à des objectifs de plus haut niveau. Le cadre de suivi-évaluation comporte des éléments qui sont davantage conformes à ceux que l'on retrouve dans la base de référence d'un projet. Ce cadre porte plutôt sur les processus et les effets directs du projet, ainsi que sur les éléments que les planificateurs institutionnels doivent surveiller et prendre en compte pour procéder à la transposition.

Messages clés

- Optimiser la contribution de l'agriculture et du développement rural à la nutrition en concevant les interventions du projet à travers le prisme de la nutrition.
- Commencer à élaborer une stratégie de transposition à plus grande échelle au stade de la conception du projet. Assurer le suivi de la stratégie à mesure que progresse le projet.
- Encourager un engagement fort et œuvrer au renforcement des institutions dans le secteur public pour faciliter la compréhension et promouvoir une direction stratégique en utilisant des approches agricoles et fondées sur l'alimentation pour traiter la question de la nutrition.
- Mobiliser le secteur privé. Sous une perspective commerciale susceptible de retenir leur attention, expliquer aux acteurs du secteur privé comment élaborer des mesures qui intègrent la question de la nutrition, la nature de ces mesures et la façon de les transposer à plus grande échelle.
    - Les petits exploitants et leurs institutions, notamment à l'échelon communautaire, jouent un rôle déterminant dans les processus d'adoption et de transposition.
    - Les entreprises jouent un rôle important en intégrant dans leurs activités de base des produits et des processus axés sur la nutrition, notamment en ce qui concerne le développement des filières.
- Constituer une base de données factuelles sur l'agriculture et le développement rural axés sur la nutrition ainsi que sur la transposition à plus grande échelle dans ce domaine; renforcer les capacités; et produire des savoirs pour la conception, la mise en œuvre, le suivi, la gestion, l'évaluation et les activités de plaidoyer.
- Accorder une attention particulière à l'impact du projet sur les femmes et encourager l'égalité des sexes.
- Considérer l'éducation nutritionnelle et la communication promouvant les changements de comportement comme des éléments clés de la conception du projet.

Auteurs

James Garrett
Spécialiste technique principal, nutrition
Division des politiques et du conseil technique
Courriel: j.garrett@ifad.org

Seán Kennedy
Spécialiste technique supérieur, nutrition
Division des politiques et du conseil technique
Courriel: s.kennedy@ifad.org

Remerciements

James Garrett est également Associé de recherche principal à l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI). La présente publication a été préparée dans le cadre d'un partenariat entre le FIDA et le Programme de recherche sur l'agriculture pour la nutrition et la santé du GCRAI.

Contact

Maria Elena Mangiafico
Responsable de la gestion des savoirs et des dons
Division des politiques et du conseil technique
Courriel: PTAKMmailbox@ifad.org

Juin 2016

FIDA

Fonds international de développement agricole
Via Paolo di Dono, 44 - 00142 Rome, Italie
Téléphone: +39 06 54591 - Télécopie: +39 06 5043463
Courriel: ifad@ifad.org
www.ifad.org
www.ruralpovertyportal.org
ifad-un.blogspot.com
www.facebook.com/ifad
instagram.com/ifadnews
www.twitter.com/ifadnews
www.youtube.com/user/ifadTV